

**LOIRET**

**Ville d' ESCRENNES**

**Extension de la plateforme logistique FM France**

**Enquête Publique Unique**

- Demande d'autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement**
- Demande de permis de construire**
- Institution de servitudes d'utilité publique « risques accidentels »**

**Réalisée du 29 août 2022 au 10 octobre 2022**

**RAPPORT**

**DU**

**COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

**Michel BENOIT**

## TABLE DES MATIERES

I.- Généralités .....	3
Cadre général du projet.....	3
Objet de l'enquête.....	3
Cadre juridique de l'enquête publique.....	3
Présentation du projet .....	4
1.- Le projet .....	4
2.- Les accès au site et axes de transport à proximité .....	4
3.- Les circulations intérieures.....	4
4.- Les autres ouvrages .....	4
5.- Les dispositions constructives .....	4
6.- Le fonctionnement de la plateforme.....	4
7.- La gestion des eaux .....	5
8.- Les moyens d'intervention en cas d'incendie .....	5
9.- La nomenclature des produits.....	6
10.- Le classement .....	6
11.- Le Plan Local d'Urbanisme.....	6
Avis de différents organismes .....	6
1.- MRAe Centre-Val de Loire .....	6
2.- Délibérations des communes ou groupements .....	6
Composition du dossier mis à disposition du public .....	6
II.- Organisation de l'enquête .....	9
Désignation du commissaire enquêteur .....	9
Arrêté d'ouverture d'enquête.....	9
Visites des lieux et réunions préparatoires .....	9
Mesures de publicité .....	9
III.- Déroulement de l'enquête.....	10
Contexte.....	10
Mise à disposition du dossier.....	10
Réunion publique d'informations et d'échanges .....	10
Permanences réalisées .....	11
Comptabilisation des observations .....	11
Clôture de l'enquête.....	11
Procès-verbal de synthèse des observations .....	11
IV.- Observations du public .....	11
Recueil des observations.....	11
Analyse des observations.....	12
V.- Annexes .....	12

Le présent rapport organisé en quatre chapitres présente le projet. Il expose l'organisation et le déroulement de l'enquête publique. Enfin les observations recueillies par les différents moyens mis à disposition du public sont développées et analysées. Trois documents distincts, un par thème, intitulés Avis et Conclusions du Commissaire Enquêteur, sont adjoints au présent rapport.

## **I.-GENERALITES**

### **Cadre général du projet**

La Communauté de Communes du Pithiverais aménage la ZAC Sainte Eutrope à Escrennes sur des terrains classés AU1i (activités économiques) au Plan Local d'Urbanisme de la commune. La société FM France implantée sur le site souhaite renforcer sa présence par le développement de ses activités et l'agrandissement de ses installations.

### **Objet de l'enquête**

L'enquête concerne l'extension d'une plateforme logistique existante sur la commune d'Escrennes (45300). La plateforme est soumise au régime d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), elle est classée SEVESO Seuil Haut.

L'enquête publique unique concerne les demandes :

- d'autorisation environnementale au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- de permis de construire,
- d'institution d'une Servitude d'Utilité Publique « risques accidentels »,

### **Cadre juridique de l'enquête publique**

L'enquête est prescrite particulièrement en application des dispositions suivantes :

- le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18, L.181-10, L515-37 et R.123-1 à R.123-23 et R515-92,
- le Code de l'Urbanisme et notamment son article R423-57,
- l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 relatif à l'affichage des avis d'enquête publique, de participation du public par voie électronique et de concertation préalable ainsi que des déclarations d'intention prévues par le Code de l'environnement,
- le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes,
- l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 modifié,
- l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation,
- l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925,
- l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,
- l'arrêté du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802, devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018,
- la décision n° E22000083/45 en date du 1° juillet 2022 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Orléans portant désignation du commissaire enquêteur,
- l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête et ses modalités d'organisation,

## Présentation du projet

### 1.- Le projet

Le projet d'extension de plateforme logistique mise en service entre février 2019 et septembre 2021 présente les caractéristiques ci-après :

	EXISTANT	PROJET	TOTAL
NOMBRE DE CELLULES	23	12	35
SURFACES en m <sup>2</sup> **	80.378	56.772	137.150
VOLUMES en m <sup>3</sup>	1 021 994 environ	778 006	1 800 000 environ
NOMBRE DE PALETTES	134 208	105 907	240 115

\*\* hors zone de quais

### 2.- Les accès au site et axes de transport à proximité

Les principaux axes routiers de desserte du site sont : l'autoroute A19, les RD 2152, 845 et 833.

### 3.- Les circulations intérieures

Une voirie, d'une largeur supérieure à 6 m, dessert le périmètre complet de l'entrepôt, avec un accès principal au niveau du poste de garde à l'Ouest du site et un deuxième accès par le Nord.

Les secours ont également à disposition plusieurs accès « pompiers », 2 accès principaux et 2 accès secondaires.

### 4.- Les autres ouvrages

Outre les cellules de stockage la plateforme comprendra après extension :

- quatre salles de charge des batteries des engins de manutention,
- trois déchetteries, trois chaufferies,
- trois ateliers de maintenance,
- deux cuves aériennes de stockage d'eau,
- un local source comprenant les pompes et tout l'équipement lié au sprinklage et aux poteaux incendie,
- deux locaux TGBT,
- deux postes de garde,
- cinq zones de bureaux,
- des locaux sociaux,
- deux bassins de rétention,
- trois parkings poids-lourds,
- trois parkings pour les véhicules légers,

Des panneaux photovoltaïques seront installés sur l'intégralité de la toiture des bâtiments 15- 16 et 18 à 23.

Des ombrières recouvriront 382 places de parking. Ces panneaux d'une puissance de 6200 KWc permettront de produire de l'électricité utilisée majoritairement en autoconsommation, le reste sera réinjecté sur le réseau de distribution public.

### 5.- Les dispositions constructives

Les structures ont une stabilité au feu minimale de 60 minutes. Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m<sup>2</sup> (1600m<sup>2</sup> pour les cellules de surface inférieure à 3500m<sup>2</sup>). Des exutoires et des amenées d'air frais sont mis en place.

La température à l'intérieur des entrepôts sera gérée soit par des aérothermes alimentés en eau, soit par des équipements dits Rooftops.

### 6.- Le fonctionnement de la plateforme

La plateforme exploitée exclusivement par FM France abrite l'ensemble des prestations de préparation de commande (picking), de manutention, d'entreposage et stockage, de passage à quai.

Les produits dangereux sont contrôlés par les clients avant d'arriver sur le site, des Fiches de Données de Sécurité (FDS) spécifiant la composition de chaque produit. Ils sont alors stockés selon leurs caractéristiques.

## **7.- La gestion des eaux**

Eau potable est alimentée par le réseau d'adduction public avec dispositif de disconnexion.

Eaux pluviales :

- de toiture sont acheminées vers des réservoirs de stockage pour alimenter les installations domestiques ne nécessitant pas d'eau potable, l'excédent est envoyé vers les bassins de rétention étanche.
- de voiries sont d'abord traitées par un séparateur d'hydrocarbures et déversées dans un bassin de rétention.

Les eaux excédentaires des bassins de rétention transitent vers le réseau public en respectant le débit maximum de 10,5l.

Eaux usées, de nature domestiques ou non (lavage des sols, chariots et poubelles) sont traitées par un système d'assainissement non collectif de phytoépuration. L'eau épurée est ensuite dirigée vers le réseau pluvial afin de déboucher dans le bassin de rétention.

Eaux de sinistre sont dirigées vers les bassins de rétention et gérées au niveau de ces bassins par pompage et évacuées par une entreprise spécialisée, dans la filière de traitements adaptés.

## **8.- Les moyens d'intervention en cas d'incendie**

Sprinklage, un système d'extinction automatique est mis en place dans chaque cellule, et dans les bureaux. Chacune des cellules est étudiée en fonction des produits qui y seront stockés.

Robinets d'Incendie Armés (RIA), sont répartis dans l'entrepôt, en fonction de leurs dimensions, et situés à proximité des issues.

Extincteurs, sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Dispositifs d'alerte, permettent de mobiliser les services extérieurs d'incendie et de secours.

Dispositions constructives, murs REI 120 ou REI 240, système de désenfumage, etc. Le degré coupe-feu des murs séparatifs est affiché en extérieur pour aider aux interventions .

Plan de défense incendie, (article 23 de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif au stockage de produits courants) inclus au POI comprenant notamment :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes),
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées,
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées,
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement

Aires de stationnement, pour les véhicules du SDIS délimitées au droit des poteaux incendie ( - de 5 m).

### **9.- La nomenclature des produits**

Les produits susceptibles d'être traités correspondent aux rubriques ICPE :1510, 1511, 1530, 1532, 2662, 2663, 4810, 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4320, 4321, 4330, 4331, 1436, 1450, 4440, 4441, 4442, 4510, 4511, 1630, 47XX (données sensibles détenues en Préfecture), 2711, 3550.

### **10.- Le classement**

La plateforme sera classée SEVESO Seuil Haut. Elle ne sera pas soumise à l'Industrial Emission Directive (IED – Directive sur les Emissions Industrielles).

### **11.- Le Plan Local d'Urbanisme**

Le site est réglementé par la zone AU1i (activités économiques) du plan local d'urbanisme approuvé le 7 juin 2010. Un bilan de conformité par rapport au PLU est joint au dossier de demande d'autorisation. Il ne révèle pas d'écarts avec la réglementation.

## **Avis de différents organismes**

### **1.- MRAe Centre-Val de Loire**

La MRAe Centre-Val de Loire a rendu son avis n°2022-3561 le 24 juin 2022. Il est conclu, notamment, en constatant des insuffisances de l'étude d'impact au sujet des effets sur les enjeux relatifs à l'environnement et à la santé humaine et la justification de mesures de compensations.

La MRAe a formulé trois recommandations :

- justifier de l'absence de plan de prévention des risques technologiques pour la présente installation.
- réaliser de mesures précises sur les axes routiers bordant le site pour apprécier l'exposition aux polluants.
- compléter le dossier par la prise en compte des émissions de gaz à effets de serre générées par les activités du site et proposer des réductions et des compensations.

Par un mémoire de 22 pages, daté d'Août 2022, FM Logistic a apporté les éléments de réponse nécessaires aux interrogations et observations de la MRAe.

### **2.- Délibérations des communes ou groupements**

En application de l'article R181-38 du code de l'environnement, différentes entités sont appelées à délibérer pour émettre un avis sur le projet. Elles disposent d'un délai maximum ne pouvant excéder 15 jours après la date de clôture de l'enquête publique, en l'occurrence le 25 octobre 2022.

- Mairie d'ESCRENNES..... *avis favorable du 3 octobre 2022,*
- Mairie de SANTEAU..... *avis sans observation du 27 septembre 2022,*
- Mairie de LAAS..... *avis favorable du 17 octobre 2022,*
- Mairie d'ASCOUX..... *avis favorable du 3 octobre 2022,*

## **Composition du dossier mis à disposition du public**

### **Pièces communes**

- le registre d'enquête publique coté et paraphé,
- l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2022 prescrivant l'enquête publique (6 pages),
- l'avis d'enquête publique (1 page),
- les publications des avis dans la presse (4 pages),
- le constat d'huissier attestant de l'affichage sur site (4 pages),
- la capture d'écran du panneau pocket de la mairie d'ESCRENNES,
- la capture d'écran du panneau pocket de la mairie de LAAS,

### **Dossier demande d'autorisation d'exploiter**

- la synthèse du dépôt de la téléprocédure (5 pages),

---

ESCRENNES : Enquête publique unique pour l'extension d'une plateforme logistique  
Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Orléans n° E22000083 /45 du 1<sup>er</sup> juillet 2022  
Arrêté de Madame la Préfète du Loiret du 22 juillet 2022

- la synthèse du dépôt de la procédure complémentaire (6 pages),
- lettre DREAL du 2 février 2022 (23 pages),
- les lettres FM France du 22 avril 2021 (8 pages),
- le descriptif de la plateforme (47 pages),
- la note de présentation non technique (23 pages),
- le mandat de la SCI à FM France (1 page),
- l'attestation notariale de propriété (2 pages),
- le tableau de nomenclature (2 pages),
- l'étude d'impact (117 pages),
- le résumé non technique de l'étude d'impact (48 pages),
- le résumé non technique de l'étude de danger 6 pages),
- la capacité technique financière (7 pages),
- le descriptif de la SUP (4 pages),
- Le projet d'arrêté de la SUP (6 pages),
- la garantie financière (2 pages),
- le cautionnement COFACE (14 pages),
- la lettre des conditions de remise en état (3 pages),
- les demandes d'avis (3 pages),
- la réponse du maire (1 page),
- le plan de situation,
- le plan des flux de propagation,
- le plan des flux thermiques,
- les plans des flux toxiques (2 plans),
- le plan cadastral,
- le plan des zones Natura 2000,
- le plan de protection incendie,
- le plan des panneaux solaires ombrières,
- le plan des panneaux solaires en toitures,
- le plan de désenfumage,
- le plan de masse du projet d'extension,
- le plan de masse avec périmètre 35 m,
- le plan de masse du site complet,
- le plan des abords 300 m,
- le bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (45 pages),
- la matrice de conformité à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (12 pages),
- le bilan de conformité au PLU (17 pages),
- le bilan de conformité à l'arrêté du 3 août 2018 (57 pages),
- le bilan de conformité à l'arrêté du 29 mai 2000 (9 pages),
- le bilan de conformité à l'arrêté du 24 septembre 2020 (42 pages),
- la compatibilité au SAGE nappe de Beauce (2 pages),
- la compatibilité au SDAGE bassin de la Seine (20 pages),
- la comptabilité au SRCAE (9 pages),
- le bilan de conformité à l'arrêté du 4 août 2014 (11 pages),
- le bilan de conformité au SRCE Centre-Val-de-Loire (4 pages),
- l'arrêté préfectoral 2 mai 2021 pour les ombrières (3 pages),
- la demande d'autorisation des ombrières et annexe (21 pages),
- l'avis de la MRAe 2022-3561 du 24 juin 2022 (11 pages),

---

ESCRENNES : Enquête publique unique pour l'extension d'une plateforme logistique  
 Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Orléans n° E22000083 /45 du 1° juillet 2022  
 Arrêté de Madame la Préfète du Loiret du 22 juillet 2022

- la réponse à l'avis de la MRAe (22 pages),

#### **Annexes au dossier demande d'autorisation d'exploiter**

- l'étude d'impacts écologiques et zones humides et annexes (86 pages),
- l'étude de pollution des sols et nappes et annexes (147 pages),
- l'étude géotechnique (79 pages),
- l'étude hydrogéologique et annexes (66 pages),
- la rose des vents (2 pages),
- la fiche climatologique (2 pages),
- l'analyse du risque foudre (234 pages),
- l'étude acoustique (32 pages),
- les attestations de la DRAC Centre (3 pages),
- l'évaluation des incidences Natura 2000 (7 pages),
- l'étude hydraulique et ses annexes (87 pages),
- l'avis de la CCDP (3 pages),
- L'arrêté d'autorisation rejet dans l'Œuf (8 pages),
- l'étude assainissement non collectif (24 pages),
- l'étude paysagère (13 pages),
- l'étude préalable sur l'économie agricole et mesures compensatoires (23 pages) ,

#### **Demande de permis de construire pochette 1/2**

- la demande de permis de construire (18 pages),
- le plan de masse général,
- le plan de masse de l'extension,
- le plan des réseaux,
- le plan des coupes des bâtiments,
- le dossier A3 (11 plans),
- la notice descriptive (10 pages),
- la notice d'accessibilité (4 pages),

#### **Demande de permis de construire pochette 2/2**

- le plan des façades Sud et Nord,
- le plan des façades Est et Ouest,
- l'étude d'impact (117 pages),
- l'attestation conformité ANC (8 pages),
- l'attestation règlement thermique (7 pages),
- l'AR dépôt demande ICPE (2 pages),
- l'annexe ombrières (24 pages),
- l'annexe paysagère (13 pages),
- le plan des entrepôts,

#### **Dossier de Servitude d'Utilité Publique**

- le descriptif (4 pages),
- le projet d'arrêté préfectoral (6 pages),



## II.-ORGANISATION DE L'ENQUETE

### Désignation du commissaire enquêteur

Par décision E22000083/45, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2022, Monsieur le Président du Tribunal Administratif a désigné Michel BENOIT (moi-même) pour mener à bien l'enquête.

### Arrêté d'ouverture d'enquête

Par arrêté du 22 juillet 2022, Madame la Préfète du Loiret a décidé de l'ouverture de l'enquête le lundi 29 août 2022 inclus pour une durée de 43 jours jusqu'au lundi 10 octobre 2022 inclus.

### Visites des lieux et réunions préparatoires

Le 20 juillet 2022, j'ai visité les locaux de la mairie devant accueillir les permanences. Ils sont conformes à la réglementation pour l'accueil des personnes à mobilité réduite. Lors de ma rencontre avec Monsieur le Maire, j'ai pris connaissance du contexte de réalisation de la ZAC Saint-Eutrope et de son historique. Nous avons déterminé les modalités d'affichage, de l'avis d'enquête sur les sites concernés au moyen de panneaux conformes à l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021, et de l'affichage de l'arrêté préfectoral.

Le même jour, j'ai visité le site FM Logistic existant. Je me suis entretenu avec la responsable QHSE de l'entreprise. Elle m'a présenté l'organisation des locaux, leurs équipements de sécurité et de sûreté. J'ai pris connaissance de l'organisation des services de secours, des modalités de maintenance et de surveillance des installations de défense contre les incendies.

Le 11 août 2022, je me suis rendu auprès des services de la Direction Départementale de la Protection de la Population. J'ai pris connaissance du dossier que j'ai paraphé ainsi que le registre d'enquête.

Le 16 août 2022, j'ai rencontré le responsable de la DREAL en charge du dossier pour qu'il m'apporte des précisions sur le contenu du dossier. Il s'agit notamment de la mention « *données non diffusées* » pour certaines rubriques du tableau récapitulatif de la demande d'autorisation. Je l'ai questionné sur le Plan de Prévention des Risques Technologique non fourni dans le dossier. Ce dernier n'est à établir puisque la mise en service du site est postérieure au 31 juillet 2003 (article L515-15 du code de l'environnement). Enfin nous avons évoqué les contrôles réalisés par la DREAL qui avaient révélé des écarts de conformité, tous rectifiés comme vérifié lors de la visite ultérieure. De même un exercice de sécurité, au scénario particulièrement compliqué, a démontré l'efficacité des moyens de secours et leur bonne mise en œuvre.

### Mesures de publicité

#### a. Publications

Madame la Préfète du Loiret a diligenté l'insertion de l'avis d'enquête dans deux journaux locaux d'annonces légales habilités :

- la République du Centre : les 11 août 2022 et 1<sup>er</sup> septembre 2022,
- Le Courrier du Loiret : les 10 août 2022 et 31 août 2022,

Ces publications m'ont été confirmées par le pétitionnaire, en me fournissant les copies des parutions que j'ai incorporées au dossier.

L'arrêté préfectoral et l'avis d'enquête, ainsi que les pièces du dossier ont été publiés sur le site internet des services de l'Etat dans le département du Loiret : <http://www.loiret.gouv.fr/Securite-et-risques/Risques/installations-classées-pour-la-protection-de-l-environnement-I.C.P.E-et-autorisation-unique/Dossier-d-ICPE-et-dossier-d-autorisation-unique-en-cours/autorisation-ICPE-et-autorisations-uniques>.

Le dossier est resté en ligne pendant toute durée de l'enquête. J'ai vérifié sa mise en ligne le 29 août 2022.

## **b. Affichages**

L'avis d'enquête correspondant à l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique a été affiché sur les panneaux visibles depuis le domaine public :

- ESCRENNES ..... *certificat du 10 octobre 2022,*
- SANTEAU ..... *certificat du 11 octobre 2022,*
- MAREAU-aux-BOIS ..... *certificat du 12 octobre 2022,*
- VRIGNY, ..... *certificat du 17 octobre 2022,*
- LAAS ..... *certificat du 10 octobre 2022,*
- BOUZONVILLE-aux-BOIS, .... *certificat du 11 octobre 2022,*
- ASCOUX ..... *certificat du 11 octobre 2022,*
- PITHIVIERS-le-VIEIL.....*certificat du 25 octobre 2022,*

## **III.-DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

### **Contexte**

L'enquête a été bien préparée par les services de la Direction Départementale de la Protection de la Population et bien suivie par ces mêmes services et ceux de la mairie d'ESCRENNES. J'ai noté le faible intérêt du public que ce soit au travers des observations recueillies (un seul intervenant) que de la participation à la réunion publique (neuf personnes).

### **Mise à disposition du dossier**

Le dossier d'enquête, en format papier et numérique, a été tenu à disposition du public du 29 septembre au 10 octobre 2022 en mairie d'ESCRENNES... *deux certificats de Monsieur le Maire du 10 octobre 2022.*

### **Réunion publique d'informations et d'échanges**

Conformément aux dispositions de l'article L. 515-37 du Code de l'environnement relatif à l'institution de servitudes d'utilité publique, une réunion publique d'informations et d'échanges s'est tenue le samedi 24 septembre 2022 de 9h30 à 12h00 à la salle polyvalente d'ESCRENNES, rue Croix de la Musse.

#### **a. Information du public**

Un communiqué spécifique a été transmis aux mairies concernées pour éventuel affichage ou publication sur des sites d'informations. La mairie d'ESCRENNES l'a affiché et publié sur son site *panneaupocket*. Je constate que le pétitionnaire n'a pas accepté de faire publier un communiqué de presse dans les conditions que j'avais définies.

#### **b. Programme de la réunion**

La motivation de la réunion portant sur l'institution d'une Servitude d'Utilité Publique, j'ai fixé le programme de la façon suivante :

- accueil du public,
- présentation de l'enquête et du programme de la réunion,
- présentation du projet par vidéo-projection,
- questions du public et réponses,
- clôture de la réunion et information sur les suites de la procédure,

#### **c. Déroulement de la réunion**

La réunion a commencé effectivement à 9h45, en présence de 9 personnes pour le public. Son déroulement a respecté le programme. Conformément à ma demande, FM France a organisé, de manière très satisfaisante, la prise de notes qui m'a permis d'établir le compte-rendu annexé au présent rapport.

## **Permanences réalisées**

### **3 septembre 2022 de 9h00 à 11h30**

J'ai pu vérifier l'affichage, le dossier complet a été mis à disposition du public avec le registre dûment signé par Monsieur le Maire d'ESCRENNES pour l'ouverture.

Les services de la mairie m'ont confirmé qu'aucune personne n'a consulté le dossier. Aucune observation n'était formulée par l'un des trois moyens mis à disposition du public.

Je n'ai reçu personne.

### **13 septembre 2022 de 15h30 à 17h30**

J'ai pu vérifier l'affichage, le dossier complet a été mis à disposition du public avec le registre. Aucune observation n'était mentionnée sur le registre.

J'ai reçu Monsieur Jean-Marie DESGROLARD avec qui nous avons échangé sur le contenu du projet et ses conséquences sur l'environnement. Il a noté quatre observations sur le registre et indiqué vouloir adresser d'autres observations après la réunion d'informations et d'échanges.

### **10 octobre 2022 de 16h00 à 19h00**

J'ai pu vérifier l'affichage, le dossier complet a été mis à disposition du public avec le registre. Aucune nouvelle observation n'était mentionnée sur le registre.

J'ai reçu : Madame Ghislaine BENIZIO qui m'a remis une lettre (4 pages), de la part de Monsieur Jean-Marc DESGROLARD et l'a mentionnée sur le registre.

## **Comptabilisation des observations**

Le registre contient la mention de cinq observations et un document annexé (un courrier). Aucun courriel n'a été réceptionné.

## **Clôture de l'enquête**

A l'expiration du délai d'enquête j'ai procédé le 10 octobre 2022 à la clôture du registre d'enquête que j'ai emporté avec le dossier.

## **Procès-verbal de synthèse des observations**

A l'issue de l'enquête, le 11 octobre 2022, j'ai adressé à FM France un procès-verbal de synthèse des observations, en précisant que d'éventuelles observations ou précisions peuvent être fournies dans un délai maximum de quinze jours. J'ai reçu un accusé réception de cet envoi le 13 octobre 2022.

Par courriel reçu le 20 octobre 2022, le pétitionnaire m'a adressé un mémoire en réponse de 14 pages. Les précisions contenues dans ce document rappellent les informations du dossier et satisfont pour répondre aux observations.

# **IV.-OBSERVATIONS DU PUBLIC**

## **Recueil des observations**

Conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral, le public pouvait exprimer ses observations sur le registre déposé en mairie d'ESCRENNES aux jours et heures habituels d'ouverture, par courrier adressé à mon nom en mairie et par voie électronique à l'adresse : [fmfrancescennes@loiret.gouv.fr](mailto:fmfrancescennes@loiret.gouv.fr)

Observations manuscrites du registre

- 1°- observation : pourquoi la mention « *données non diffusées* » pour certains produits.
- 2°- observation : existe-t-il au final une évaluation des effets négatifs de l'ensemble de la zone.
- 3°- observation : quelle est la destination finale des eaux de pluie.
- 4°- observation : pourquoi le classement seuil haut SEVESO.

Observations du courrier (annexe1)

1°- observation : pour les produits dont les données ne sont pas diffusées, quelles sont les particules émises en cas d'incendie.

2°- observation : concerne une demande d'analyse de la qualité de l'air dans le bourg tout en regrettant que les habitants ne sont pas informés de l'accroissement du trafic. Elle porte également sur le devenir de l'autorisation si la France respecte les normes européennes.

3°- observation : concerne les gaz à effet de serre avec une interrogation sur de potentielles erreurs de calcul dans les tableaux présentés et une contestation de la non responsabilité de FM France pour le trafic PL.

4°- observation : conteste le bienfondé de la compensation agricole.

5°- observation : porte sur des interrogation en matière de consommation d'eau potable.

### **Analyse des observations**

Les différentes observations ont été débattues au cours de la réunion publique du 24 septembre 2022. Les réponses sont reportées dans le compte-rendu de cette réunion.

Pour rappel l'analyse par thèmes se résume ainsi :

- Particules des produits dont les données ne sont pas diffusées, *ces données sont classées confidentielles pour des raisons de sûreté, elles sont déposées en préfecture et consultables sur demande (instruction du 6 novembre 2017).*
- Qualité de l'air, *le dossier traite des émissions du projet et apporte les informations nécessaires. Le sujet de la qualité sur l'ensemble de la ZAC sainte Eutrope.*
- Artificialisation des sols, *le projet n'apporte pas de novation, ce sujet a été traité au travers de deux dossiers au moins pour l'adoption du PLU et la création de la ZAC.*
- Trafic poids-lourds, *il est en grande majorité assuré à partir et vers l'autoroute A19. Des véhicules empruntent des routes départementales dont la plus pénalisante pour l'habitat est la RD 333.*
- Compensations agricoles, *une compensation sous forme de participation financière au développement d'équipements qui permettront de réduire les intrants chimiques, constitue une réelle avancée pour la qualité des sols, la protection des nappes d'eau et la qualité de l'air.*
- Consommation d'eau potable, *les installations de récupération minimise cette consommation par l'alimentation des équipements sanitaires, une réponse détaillée a complété le compte-rendu de la réunion publique.*

A Saint-Denis-de-L'Hôtel, le 9 novembre 2022.

Le commissaire enquêteur



Michel BENOIT

## **V.-ANNEXES**

Avis et Conclusions demande d'autorisation environnementale,

Avis et Conclusions demande de permis de construire,

Avis et Conclusions servitude d'utilité publique,

Registre d'enquête,

Compte-rendu de la réunion publique d'informations et d'échanges,

---

ESCRENNES : Enquête publique unique pour l'extension d'une plateforme logistique  
Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Orléans n° E22000083 /45 du 1° juillet 2022  
Arrêté de Madame la Préfète du Loiret du 22 juillet 2022